



Stéphane Bonnery : La continuité pédagogique et les mensonges

Café pédagogique 27 mars 2020

« Si le virus provoque une telle déstructuration de notre société, c'est qu'il y avait déjà un souci, celui de la déstructuration du service public mené par les politiques depuis des années ». Professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris 8 (Saint Denis), Stéphane Bonnery questionne la continuité pédagogique tant vantée par le ministre. Il l'accuse de profiter de la crise actuelle pour faire passer en force ses réformes. « Concernant le bac, j'accuse nommément Blanquer de faire exprès de jouer la montre. Plus le temps passe, plus il aura l'occasion de dire qu'il n'y pas d'autres solutions que le contrôle continu. Contrôle continu qu'il a en tête depuis bien

longtemps et qu'il faut tout faire pour éviter car il amplifierait les inégalités ». Entretien.

La continuité pédagogique, qu'est-ce que cela signifie ?

Continuer à instruire dans le contexte actuel est une bonne chose mais il faut se garder de deux travers. Le premier, ce serait de se dire qu'il faut attendre que cela passe, et qu'on verra bien après. Les familles, et notamment les familles populaires, ont bien compris que plusieurs semaines sans école pénaliseraient leurs enfants. Le second serait de faire de la surenchère car toutes les conditions ne sont pas réunies pour un réel enseignement à distance.

La continuité pédagogique suppose des enseignants installés dans le métier. Or la suppression massive des postes depuis des décennies, avec le recrutement de contractuels pour parer aux manques, a des conséquences très concrètes. Les contractuels essaient de faire au mieux. Avoir une classe, pour eux, n'est déjà pas simple, alors construire des apprentissages qui soient accessibles aux élèves, sans professeur ni recours des parents, est encore plus compliqué. Ce que révèle cette crise, c'est que pour penser une continuité pédagogique, il faut des enseignants en continu. Cela révèle quelque chose de profond, cela révèle un mensonge du gouvernement qui fait comme s'il était face à une crise qui vient de l'extérieur. Or si le virus provoque une telle déstructuration de notre société, c'est qu'il y avait déjà un souci, celui de la déstructuration du service public mené par les politiques depuis des années. Si on avait partout des enseignants titulaires, on pourrait au moins envisager des solutions comme le lissage du programme sur deux ans au sein des équipes pédagogiques.

Le ministre assure que l'Éducation Nationale est prête. Est-ce le cas ?

Non certainement pas, et cela pour plusieurs raisons. D'abord les conditions matérielles. Le modèle de famille qui est dans la tête de nos gouvernants et qui est diffusé dans la presse est basé sur une famille où chaque enfant dispose d'une chambre individuelle, de son propre ordinateur, de parents disponibles pour accompagner les apprentissages et surtout du haut débit. Et cela, cela révèle le profond racisme de classe de ce gouvernement. Les enfants sont, bien souvent, seuls face aux injonctions qui arrivent. Et même quand les parents sont mobilisés, plusieurs enfants d'une même famille se retrouvent sommés de se connecter à un cours à la même heure alors qu'un seul ordinateur dans la famille est disponible. Les profs ne peuvent être tenus responsables de cette pression, car c'est surtout sur eux qu'elle s'exerce, par le biais des inspecteurs, des rectorats, et surtout du ministère. Il est normal qu'il y ait des lignes directrices institutionnelles mais il faut aussi savoir s'adapter à la réalité locale, plutôt que d'imposer de bonnes recettes d'en haut.

Au-delà des conditions matérielles, les conditions pédagogiques aussi sont questionnables. Un enseignant sait construire ses supports pour faire classe devant ses élèves, l'enseignement à distance ne s'improvise pas. Aujourd'hui, les enseignants ne sont pas prêts, quel que soit le discours ministériel. Beaucoup envoient aux élèves ce qu'ils ont préparé pour le présentiel, car c'est ce dont ils disposent dans l'urgence, mais ces supports sont faits pour être accompagnés de la parole et d'activités encadrées par l'enseignant.

Le rôle de l'enseignant en classe est donc primordial ?

En général, l'enseignement d'une notion en classe se passe sur plusieurs temps : des exercices contextualisés pour dégager le savoir de façon décontextualisée. Ce cheminement vers la formulation des savoirs, se fait souvent à l'oral lors de la correction des exercices. En classe, les travaux de notre équipe montrent déjà que c'est le moment le plus difficile et que cette oralité pose des problèmes. A distance, on laisse cette étape fondamentale des sauts cognitifs à la charge des familles, le risque est grand que beaucoup d'enfants passent à côté. Il faudrait donc que les enseignants soient en capacité de penser des supports pédagogiques en se demandant « qu'est-ce que je peux raisonnablement supposer que l'élève sait déjà, sait déjà faire et qui ne nécessite pas l'accompagnement d'un adulte ? ». C'est extrêmement difficile, je ne suis pas sûr de savoir le faire, pour être tout à fait franc...

Que l'institution encourage à maintenir le lien avec les élèves, à faire des révisions avec eux, c'est une chose. Si des notions nouvelles sont abordées, il faut que l'enseignant donne toute la progressivité explicite, ce qui suppose d'avoir rédigé chaque phrase du cours. C'est loin d'être évident.

Mais ce qui m'inquiète, c'est que le gouvernement fait de cette expérience, pas seulement une situation face à une crise, mais aussi un test grandeur nature pour imposer des logiques de fond.

Cet enseignement à distance relève quelque chose de profond : cela fait trop longtemps que l'on néglige les savoirs. Au fond, on considère que les savoirs sont des informations disponibles que chacun, de façon innée, saura repérer dans une situation dans laquelle on le met. L'idéologie des compétences a réactivé de façon sous-jacente l'idéologie du don. On voit bien avec les enfants à la maison, qu'il ne suffit pas que les informations soient en ligne pour que les élèves identifient dans une profusion d'éléments ce qu'est le savoir. La place de l'enseignant est donc fondamentale.

Comment éviter cet écueil ?

Je n'ai pas de solution miracle. Sur le court terme, les enseignants proposent des choses sur le terrain. Il serait bon de les accompagner, de leur rappeler qu'il faut rendre les supports explicites, qu'il faut guider les élèves pas à pas. Cela pourrait même permettre qu'après cette crise les enseignants se questionnent sur la part de l'implicite dans leur enseignement.

Quid de Parcoursup et des classes à examen ?

Le ministère n'a pas repoussé les dates de Parcoursup. Pendant cette période cruciale lors de laquelle les lycéens vont indiquer leur motivation pour telle ou telle formation, motivations qui servent comme filtre de tri, ils ne seront pas dans les meilleures conditions pour être accompagnés. Pourquoi le ministère s'obstine sur Parcoursup qui est un outil d'élimination sociale ? C'est volontaire. Le ministère instrumentalise la crise pour avancer toutes ses idées les plus néfastes au plus vite. Le gouvernement parle de guerre, en fait c'est la Blitzkrieg*. Avancer vite et fort. On pourra dire aux lycéens éliminés que c'est la faute de la crise, mais on les fera aussi culpabiliser de ne pas avoir su rédiger un bon CV. La recherche actuelle montre déjà les effets inégalitaires de Parcoursup.

Là, ils seront déçus. C'est une forme d'élimination sociale, ce sont toujours les mêmes qui vont trinquer.

La solution immédiate serait de remettre en place le système antérieur à Parcoursup, APB, qui était moins inégalitaire et qui garantissait un peu plus de mixité sociale.

Concernant le bac, j'accuse nommément Blanquer de faire exprès de jouer la montre. Plus le temps passe, plus il aura l'occasion de dire qu'il n'y pas d'autres solutions que le contrôle continu. Contrôle continu qu'il a en tête depuis bien longtemps et qu'il faut tout faire pour éviter car il amplifierait les inégalités en faisant du bac un diplôme inégal selon l'établissement, sa réputation, les options et moyens dont il dispose, etc.

Je propose des solutions, qui ne sont peut-être pas les bonnes, mais j'essaie au moins d'en trouver. Première solution, annoncer dès maintenant aux futurs bacheliers un ou deux chapitres auquel le programme serait réduit, et sur lesquels ils seront interrogés en s'assurant que ce sujet est généralement traité en début d'année. Ce n'est pas évident pour toutes les matières, j'en ai bien conscience.

Deuxième solution, proposer plusieurs sujets au choix à chaque épreuve, sur des chapitres qui sont le plus souvent étudiés en première partie d'année.

Bien entendu, il n'y pas de solution idéale mais ce sera bien moins pire que ce que prévoit le ministère. Supprimer le bac en tant que diplôme national, empêcher qu'il soit le sésame pour accéder aux études supérieures, c'est éliminer de la course les enfants des milieux populaires, et d'autres qui ont joué le jeu de l'établissement de secteur.

Et l'après crise, qu'en attendez-vous ?

Il va falloir saluer tous ceux qui mouillent la chemise en ce moment, les enseignants aussi. J'ai d'ailleurs été profondément choqué par les propos du président Macron mercredi. Finalement, ce qu'il a dit, c'est « donnez de vous, soyez héroïques » tout en annonçant un vague plan d'urgence pour l'hôpital sans donner aucun élément concret de cet engagement.

Mais le jour d'après c'est maintenant. Il faut qu'il dise qu'il a compris les agents des services publics, qu'il a compris qu'un service public solide est la garantie d'une société solide, que c'est le squelette de notre société. Face à une crise économique, à un virus, à une guerre, ce squelette est la garantie que notre société tiendra bon. Mais ce n'est pas ce qu'il a dit. Il a dit, sacrifiez-vous, montez au front et on verra plus tard ce que l'on vous donnera... dans une mise en scène médiatique sur le front... Mercredi soir, il a fait son Trump.

A l'occasion de cette crise, il faudra remettre les choses à plat et se demander où va notre monde...

Propos recueillis par Lilia Ben Hamouda

Blitzkrieg : guerre éclair utilisée par Hitler pour envahir toute l'Europe.